

## **POUR SAUVER LA BIO, LE GOUVERNEMENT DOIT REVENIR EN ARRIÈRE !**

**Paris, 15 mai 2023.** En 2017, la Bio avait le vent en poupe, un marché en croissance à deux chiffres et des aides publiques incitatives issues de la politique agricole commune de 2015. Depuis lors, le mantra « la bio doit vivre par le marché » a pris la relève. Le soutien public a été uniquement réorienté vers la conversion, contre l'avis de la profession agricole biologique. Le résultat est là : l'objectif de 15% de bio en 2022 n'a pas été atteint, le marché a ralenti, la conversion est en berne et les premières déconversions apparaissent.

### **Nous payons des choix politiques faits contre l'avis de la profession agricole biologique**

En 2017 le gouvernement supprime le financement de l'aide au maintien en agriculture biologique, considérant que le marché et le soutien à la conversion suffiront à faire la dynamique de croissance de la Bio et l'équilibre des filières. Alors qu'à l'époque la FNAB demande un transfert de fonds maximal entre le pilier 1 et le pilier 2 de la PAC pour pouvoir soutenir la conversion ET le maintien, le gouvernement décide d'un transfert de moitié qui oblige à faire des choix et à sacrifier l'aide au maintien. « *Dès 2017 on dénonce ce choix de Stéphane Travert, car on savait que l'objectif de 15% des surfaces en bio en 2022 ne serait pas atteint sans une politique publique ambitieuse, mais nous n'avons pas été entendus.* » explique Philippe Camburet, président de la FNAB.

A l'inverse des labels alternatifs moins disant sont créés par les pouvoirs publics avec des politiques fiscales incitatives.

### **Il est encore temps de sauver la Bio, mais pour cela il faut revenir en arrière !**

On connaît les solutions pour sauver la Bio :

- Maintenir un soutien à l'offre pour éviter les déconversions :
  - Rétablir l'aide au maintien, en augmentant l'éco régime bio à 145 euros contre 110 euros
  - Réserver les paiements pour services environnementaux des agences de l'eau à des mesures de maintien en agriculture biologique
- Mettre en place une politique de la demande :
  - Doter l'Agence Bio d'un budget de communication de 5 millions d'euros par an jusqu'à la fin du quinquennat pour communiquer auprès des consommateur·rices
  - Introduire 20% de bio en restauration collective avant la fin du quinquennat
- Gérer la crise :
  - Doter les fermes qui sont dans les filières en difficulté d'une aide de crise. Les besoins sont évalués à 151 millions d'euros pour 2022, avec un risque d'aggravation en 2023<sup>1</sup>.
  - Venir rapidement en soutien des coopératives biologiques qui sont en difficultés.

---

<sup>1</sup> Le CNIEL chiffre les pertes à 59 M€ en 2022, 71 M€ en 2023 pour le lait ; pour les fruits et légumes Interfel chiffre les pertes à 62 M€ en 2022 ; pour le porc la profession chiffre les pertes à 30 M€ par an.

*« Nous refusons de terminer ce quinquennat avec une bio en décroissance. Nous croyons en la capacité du gouvernement, et de sa première ministre qui a toujours soutenu la Bio, à reconnaître que de mauvais choix ont été faits. Aujourd'hui tout le monde prône le retour de l'aide au maintien : la Cour des comptes, les consultants du ministère de l'agriculture<sup>2</sup>, même les représentants du syndicat majoritaire le demandent dans nos réunions avec le ministère »* conclut Philippe Camburet, président de la FNAB.

Contact : Philippe Camburet – président de la FNAB – 06 77 94 85 19

---

<sup>2</sup> Le cabinet AND international a été mandaté par l'Agence Bio à la demande du ministère pour dresser un état de situation de la crise et de premières pistes de solutions.